

LE VILLAGE MALGACHE ET SON TERROIR

**PROBLÈMES MÉTHODOLOGIQUES DE L'ENQUÊTE
DE SOCIOLOGIE RURALE (*)**

Rappelons d'abord que l'enquête de sociologie rurale, sauf exception, est conduite par des gens qui, quelle que soit leur formation ou leur valeur personnelle, sont des citadins ; des citadins, c'est-à-dire des étrangers à cet ensemble *authentique*, irréductible à l'agglomération urbaine, qu'est la communauté villageoise. Il conviendra donc de prendre des précautions particulières en ce qui concerne non pas seulement la conduite de l'enquête, mais *l'approche* ; faute de quoi, et quelque aimable que puisse être l'accueil, des étrangers resteront des étrangers ; un accueil trop aimable dissimule même souvent une stratégie de recul et de refus ; les problèmes importants ne seront pas même aperçus par les visiteurs.

Sans revenir sur les définitions de base, nous rappellerons que le village et son terroir, univers bien singularisé, constitue une *communauté vécue* qui — à Madagascar tout au moins — désire s'occuper elle-même et elle seule de ses propres affaires, et dresse des barrages et des écrans multiples entre elle et l'extérieur. On n'entrera jamais de plain-pied. Le danger majeur est que l'étranger ait l'illusion de croire qu'il est admis facilement à accéder à la vie du village, alors qu'une longue approche, exigeant plusieurs mois de familiarisation, est nécessaire.

Si la communauté villageoise est difficilement accessible, c'est parce qu'elle se forme par le moyen d'une communication authentique. Le village est une *communauté* à l'intérieur de laquelle prédominent les relations interpersonnelles directes, c'est-à-dire celles qui s'établissent d'homme à homme sans intermédiaire anonyme ; au contraire, l'agglomération urbaine est une *collectivité* à l'intérieur de laquelle la communication s'effectue d'une manière anonyme par le truchement d'un réseau de codes et de relais (LEVI-STRAUSS) qui utilise des documents écrits. L'appareil administratif hypertrophié fait écran, et interdit les relations d'homme à homme. C'est précisément le caractère authentique de la communication à l'intérieur du village qui incite celui-ci à se fermer sur lui-même et à traiter les éléments allogènes comme des facteurs de trouble qu'il convient d'éliminer.

(*) Par M. Jean POIRIER, Ancien élève de l'École Nationale d'Administration et de l'École Nationale de la France d'Outre-Mer, Ancien directeur du Centre National des Étudiants de la France d'Outre-Mer (Paris) et du Laboratoire d'Ethnologie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Lyon, actuellement directeur du Département des Sciences Humaines à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Madagascar.

S'il est indispensable que l'enquêteur conserve présentes à l'esprit ces caractéristiques, il n'en reste pas moins vrai que toute étude bien conduite garde sa valeur, fût-elle extrêmement rapide ; donc, d'un côté, il est certain que la connaissance approfondie d'une communauté rurale ne pourra être acquise qu'au terme d'une très longue enquête ; mais d'un autre côté, une vision objective, même très rapide, conserve toujours son intérêt à condition qu'on en sache bien par avance les limites, et qu'on ne demande pas à ce contact ce qu'il ne peut apporter.

On peut même admettre que le *premier* contact apporte une prise de vue irremplaçable parce que l'observateur se présente avec des yeux neufs ; dans cette optique, l'enquêteur pourra voir des faits qu'une longue fréquentation du terrain arrivera par la suite à occulter ; il arrive en effet que l'analyse patiente des faits et des comportements quotidiens dissimule les grandes lignes de l'architecture sociale, comme le rappelle le proverbe « Les arbres cachent la forêt », et d'autre part, il est bien connu qu'on devient progressivement « aveugle au quotidien » (1).

Il existe de nombreuses méthodes d'approche de la réalité villageoise et il serait vain de vouloir choisir entre elles d'une manière définitive. Chacune a son intérêt ; il convient de les utiliser au mieux en fonction des circonstances ; l'idéal serait d'ailleurs de pouvoir les mettre en jeu simultanément dans le cadre d'une même enquête, car elles se complètent mutuellement. Nous désirons, dans les pages qui suivent, attirer simplement l'attention sur les avantages et les inconvénients spécifiques que présentent ces méthodes.

LA PRE-ENQUETE

Une enquête ne commence pas, évidemment, au premier jour de présence sur le terrain ; elle comporte une phase de préparation dont l'importance est capitale. On peut dire que l'enquête sera réussie dans la mesure où elle aura été bien préparée. Cette phase se divise en deux temps qu'on a appelés : le pré-terrain, et la pré-enquête. Nous ne parlerons pas ici du pré-terrain, qui concerne essentiellement des activités d'ordre matériel : choix du matériel et de l'équipement. Insistons simplement sur un fait : l'enquêteur, sans espérer jamais s'intégrer au milieu, devra prendre soin de réduire au maximum son « coefficient d'étrangeté » ; pour cela, il aura intérêt à éviter, durant le séjour, de s'installer dans un campement, sous la tente, aux abords immédiats du village, ce qui le dissocierait de celui-ci. Il devra même écarter « les cases de passage » qui lui seront offertes ; le mieux est tout simplement de loger dans une case, soit dans une case vide qu'il louera

(1) Cette cécité au quotidien est vérifiée partout ; *c'est que l'homme ne regarde plus ce qu'il voit* ; cela est vrai dans tous les milieux, avec certaines différences sur lesquelles nous n'insisterons pas ici. Rappelons ainsi qu'au terme d'une année universitaire, après 9 mois de « vision » des murs de la salle de cours, moins d'un quart des étudiants sont capables de dire quelle est la couleur de la peinture des parois.

(un village, si petit soit-il, comporte presque toujours une case vacante) (1), soit chez l'habitant.

La pré-enquête concerne la préparation scientifique de l'étude. On réunira, bien entendu, la bibliographie du village étudié, sinon de la région. Il est rare qu'il n'existe pas, à défaut de livres ou d'articles, un rapport administratif ou une étude consacrée à la région. Un point essentiel, trop souvent négligé, concerne la cartographie. Il existe à cet égard, à Madagascar, de très grandes possibilités. On a l'habitude de s'adresser à l'Annexe de Tananarive de l'Institut Géographique National, ce qui est indispensable ; mais on néglige les autres services compétents : le Service Topographique, le Service Géologique, les Eaux et Forêts, et, parfois, les Travaux Publics.

Il existe pour Madagascar une très bonne carte au 1/500.000° qui permettra de situer la micro-zone étudiée à l'intérieur de la région. Il existe, d'autre part, une couverture complète du territoire faite au 1/100.000°, soit en cartes définitives portant les courbes de niveaux, soit en pré-cartes dressées directement d'après des photographies aériennes ; ces pré-cartes sont très défectueuses, mais elles peuvent rendre service pour certaines régions. L'Institut Géographique a réalisé des cartes au 1/50.000°, par exemple : Cuvette d'Andapa, région de Moramanga, etc... Il est possible de transformer ces cartes au 1/50.000° en cartes au 1/25.000°, qui seront une bonne base de travail pour l'enquêteur. On trouvera auprès du Service Topographique des relevés précieux au 1/25.000° et quelquefois au 1/10.000°. Notons qu'en certains cas, des Fokonolona ou des concessionnaires ont fait faire par des géomètres des cartes détaillées qui permettent de faire le cadastre de la zone étudiée : nous avons trouvé par exemple, pour le petit village d'Ambohitrony, en pays bezanozano, un relevé au 1/10.000° fait par un géomètre avant la première guerre mondiale, document qui était en possession d'un *ray aman-dreny*.

Les cartes géologiques, les cartes du service des Eaux et Forêts, les schémas pédologiques, rendront de grands services ; d'autre part, il serait intéressant de réunir les photographies aériennes de la région étudiée ; c'est une chose facile lorsque la région est limitée à un terroir villageois, et le prix des photographies aériennes est très modique ; ces documents sont à l'échelle du 1/50.000°, et ils peuvent être agrandis sans difficulté au 1/25.000° ; ils seront susceptibles en de nombreux cas de fournir des indications très utiles, (on peut se les procurer auprès de l'Institut Géographique). Cependant, l'enquêteur travaillera, au niveau du terroir villageois, à une autre échelle, il lui faut au minimum du 1/5.000°, et il descendra quelquefois au 1/1.000°. Enfin, avant de partir sur le terrain, il prendra soin de dresser un « fond de carte », c'est-à-dire une carte muette qui lui permettra de situer les divers documents recueillis dans le cadre géographi-

(1) Mais il est possible que les propriétaires de cette case vide soient absents du village ; parfois, un membre de son lignage habitant la même agglomération pourra ouvrir la case.

que (schémas de répartitions, etc...) ; lorsque ce fond de carte ne pourra être dessiné au niveau de la pré-enquête, il constituera le premier travail de l'enquêteur sur le terrain.

GUIDE D'ENQUETE ET QUESTIONNAIRE. L'ENQUETE QUANTITATIVE

Quelle que soit la méthode de travail adoptée, un guide, se présentant sous la forme d'un canevas récapitulant les divers problèmes que l'enquête doit aborder, ne sera jamais inutile ; encore faut-il bien s'entendre sur les conditions d'emploi de cet instrument de travail. On a dit beaucoup de mal de l'utilisation des « questionnaires », et il faut effectivement prendre beaucoup de précautions. Il ne s'agit pas, devant l'informateur, de dévider une liste de questions auxquelles l'interviewé est censé fournir une réponse ; mais d'un autre côté, la possession par l'enquêteur d'un aide-mémoire lui permettra de garder un fil conducteur. Maurice LEENHARDT, qui connaissait bien la réalité des terroirs pour avoir vécu plus de trente ans dans la familiarité des Canaques de Nouvelle-Calédonie, disait qu'il fallait toujours avoir à sa disposition un questionnaire, à condition de ne jamais s'en servir. Ce n'était pas là une simple boutade ; il voulait dire que l'enquêteur aura intérêt à s'appuyer sur un guide, à condition que celui-ci demeure un serviteur et n'enferme pas l'enquête dans un cadre prédéterminé ; l'enquêteur, malgré le canevas, doit toujours conserver sa liberté, et l'enquête se développera librement à partir des réponses de l'informateur. Nous verrons d'ailleurs que l'un des principes de la conduite de l'interview est de laisser à l'informateur le maximum de liberté. En dehors du questionnaire, qui sera donc considéré comme un aide-mémoire personnel, adapté aux besoins propres de chaque société, il sera indispensable de disposer de cadres qui permettront de quantifier les observations.

Là encore, l'élaboration de ces cadres statistiques variera selon la population étudiée. Indiquons, pour fixer les idées, que l'analyse culturelle d'un village malgache et de son terroir entraîne l'utilisation d'environ 150 tableaux de ce genre (il s'agira par exemple du tableau de la répartition des parcelles foncières, qui indiquera par parcelle : le propriétaire, son ethnie, sa caste, son groupe lignager, sa situation économique, son âge, son ancienneté dans le village, le mode de culture, la superficie de la parcelle, la qualité de la terre, et éventuellement, les transformations juridiques subies par la parcelle (vente, louage, succession, etc...) ; ce n'est là qu'un exemple parmi beaucoup. On sera ainsi amené à faire des tableaux (pour la naissance, le mariage, l'enterrement, les litiges, les rituels, etc...). Ces divers instruments de travail permettront donc de quantifier les données. Des documents récapitulatifs d'ensemble reprendront ensuite les résultats partiels. Bien entendu, il sera pratiquement impossible de faire porter l'enquête quantitative

sur la totalité des foyers de la zone étudiée, quand celle-ci dépasse certaines dimensions ; on utilisera alors le sondage, mais à l'échelon du village, il est parfaitement possible de mener à bien une enquête exhaustive concernant l'intégralité des foyers.

Nous nous permettons de souligner l'intérêt qui s'attache à cet effort de codification des faits sociaux. Trop souvent, en effet, l'enquête demeure cantonnée au niveau qualitatif ; or, à ce niveau, il est presque impossible de dégager des corrélations valables. Chaque enquêteur devra donc, dans toute la mesure du possible, essayer de chiffrer les phénomènes qu'il enregistre, sans tomber pour cela, bien entendu, dans le fétichisme de la statistique : nous savons bien qu'on ne peut obtenir qu'une approximation.

DE L'ENTRETIEN AU CONSTAT

Nous ne reprendrons pas ici les discussions méthodologiques qui ont eu lieu depuis longtemps, à propos de la situation de l'enquêteur par rapport à l'enquêté ; on a fait valoir que, dans toute la mesure du possible, il fallait que l'enquêteur essaie de se faire oublier, et pour cela qu'il arrive à réaliser une intégration optima au milieu ; on a parlé d'*observateur-participant*, et même de *participant-observateur* ; quelle que soit la justesse de ce principe qui demande à l'enquêteur d'être au minimum *accepté* par l'enquêté, il apparaît évident que, même dans le meilleur cas, l'enquêteur ne pourra jamais être tout à fait oublié.

Pour enregistrer un phénomène donné, il existe deux moyens très différents l'un de l'autre : on peut ou bien obtenir le renseignement d'un observateur par « l'enquête orale », (le document étant bien entendu vérifié et validé par diverses techniques, dont la principale est celle du recoupement), ou bien le dégager de la constatation directe et personnelle ; d'un côté, le document est tiré d'un témoignage indirect, de l'autre côté, il est obtenu à partir de l'observation objective. Le principe, ici, est très clair : on préférera toujours la seconde méthode. Il sera en général plus sûr de dégager un fait à partir d'une sorte de procès-verbal plutôt qu'à partir d'une information. Mais les deux moyens ne sont évidemment pas exclusifs l'un de l'autre, et ils s'appuieront mutuellement. Il arrive, en effet, que l'observation soit plus fragile que l'information. L'enquêteur témoin d'un rituel donné peut se tromper dans son constat, mal enregistrer tel geste, ne pas comprendre la portée de tel événement ; inversement, l'informateur peut avoir participé, à de nombreuses reprises — parfois à plusieurs dizaines de reprises —, au rituel en question, et en donner un compte-rendu parfaitement pertinent. Il n'en reste pas moins que, chaque fois que la chose est possible, il faut essayer de constater par soi-même la réalité d'un fait.

On essaiera, dans cette perspective, d'enregistrer des cas concrets. L'enquêteur aura ainsi directement accès à la réalité sociale. Il cherchera par exemple à rendre compte, dans leurs moindres détails significatifs, d'institutions ou d'événements qu'il peut saisir sur le terrain, soit parce que ces « cas » sont contemporains, soit parce qu'ils se sont produits juste avant son arrivée et qu'il peut en observer les conséquences ; des fiches ou des dossiers complets seront ainsi constitués à l'échelon du village ou du terroir qui est le champ d'enquête : selon l'importance numérique de la population étudiée, l'enquêteur pourra ainsi rassembler des documents originaux, pour les trois dernières années écoulées (cadre temporel qu'on peut à ce niveau difficilement dépasser) concernant par exemple, pour ces 3 ans :

— quatre successions (composition exacte du segment lignager et du groupe familial, alliés compris ; inventaire du patrimoine ; répartition des différentes catégories de biens, procédure mise en jeu, conséquences du décès sur la situation personnelle des descendants ; tensions et conflits possibles entre la coutume théorique et la pratique réellement suivie) ;

— trois mariages (corrélations éventuelles entre la situation des époux : ethnie, caste, groupe, âge, ressources ; étude des biens échangés à l'occasion du mariage ; analyse des rituels ; nombre et importance des participants ; conditions d'installation du nouveau couple) ;

— neuf naissances (condition de l'accouchement ; rôle et intervention éventuelle de la famille de la femme ; estimation des aspects économiques ; cadeaux effectués à l'intérieur de la famille, et entre le village et le groupe familial ; attribution du nom).

On pourra enregistrer ainsi les divers événements qui tissent la trame de la vie quotidienne de la communauté villageoise, en s'attachant à deux problèmes particuliers qui sont souvent laissés de côté : d'abord, l'appréciation des « décalages » éventuels qui existent entre la tradition des ancêtres et le comportement réel des intéressés (il existe en effet souvent une distorsion entre la théorie et la pratique effectivement suivie, distorsion d'autant plus intéressante à noter qu'elle est révélatrice des tendances et des dynamismes du groupe social qui, sous la pression d'un environnement économique ou technologique, commencent à faire craquer les anciens cadres coutumiers) ; ensuite, l'analyse des « opinions » ; car il ne suffit pas d'enregistrer le contenu de la tradition et le contenu des comportements effectifs ; il faut encore étudier les réactions suscitées par les événements au sein de la population ; nous avons, en effet, trois niveaux différents :

1) Ce que la tradition impose de faire aux hommes (quel est le comportement idéal ?) ;

2) Ce que les hommes réalisent effectivement (quel est le comportement réel ?) ;

3) Ce que l'opinion publique pense aussi bien de la coutume théorique que des pratiques (comment l'opinion publique enregistre-t-elle l'événement ?).

Il est essentiel de bien comprendre qu'un fait social isolé n'a qu'une valeur relative ; un fait ne devient un document que si deux conditions sont remplies ; ces conditions concernent d'une part, sa validité, d'autre part, sa signification.

1) La validité ne pourra être obtenue que par le recoupement ; ce n'est pas ici le lieu d'aborder les diverses techniques de recoupement (recoupement interne, recoupement dans le temps, recoupement par comparaison, etc...), mais nous soulignons l'absolue nécessité de cette soumission à l'épreuve de la « vérification ».

Le témoignage aussi bien que l'observation sont en effet fragiles ; sans même parler de la sincérité de l'informateur, nous rappellerons que celui-ci peut être influencé inconsciemment par de multiples facteurs qui gauchissent ou vicient son information. Le nombre des recoupements exigibles est considérable ; il variera avec les circonstances, mais atteindra facilement plusieurs dizaines. C'est là un aspect fondamental de l'enquête ethno-sociologique, que les non-professionnels comprennent difficilement. Ceux-ci se contentent volontiers de « visites » très rapides, qui ne sont pas préparées par l'indispensable approche sans laquelle l'enquêteur n'obtiendra rien d'important. De ces entretiens ressort une série de données qui ne sont en aucune façon recoupées. Rien n'est plus dangereux que de confondre un fait avec le document. Ce rappel permettra aussi aux étudiants, que nous convions périodiquement à des travaux pratiques sur le terrain, d'apprécier à leur juste niveau la recherche qu'on leur demande de faire : là encore, il n'est pas question de transformer en enquête scientifique ce qui doit demeurer un exercice d'école ; en effet, ces entretiens sont limités dans le temps, et sauf exception, ils ne comportent ni approche suffisante, ni validation subséquente.

2) La seconde condition concerne la *mise en situation* du fait. Celui-ci ne doit pas être transcrit dans sa nudité ; de même qu'un objet archéologique n'acquiert de signification scientifique que lorsqu'il est daté, localisé géographiquement, situé stratigraphiquement, etc..., de même un « objet social » ne devient utilisable pour l'interprétation scientifique que lorsqu'il est complété par toute cette série d'indications. En d'autres termes, de même qu'un fait isolé unique n'est pas signifiant, de même, un fait isolé de son contexte n'est qu'un matériau inerte. Il convient donc de préciser les relations qui existent entre le fait et l'environnement ; ces différentes démarches de l'enquête mettent en scène deux protagonistes au moins : l'enquêteur et l'enquêté.

On a de plus en plus tendance aujourd'hui à mettre en œuvre des méthodes visant en quelque sorte à supprimer l'enquêteur. On obtiendrait ainsi un auto-inventaire de la société par la société elle-même. Ces méthodes sont favorisées par des techniques qui sont, sinon nouvelles, du moins récemment vulgarisées (magnétophone).

LES AUTOBIOGRAPHIES

Il y a bien longtemps déjà qu'on a pensé à faire témoigner directement les Africains ou les Océaniens sur leurs propres réalités sociales. Au début de ce siècle, Maurice LEENHARDT en Nouvelle-Calédonie faisait déjà réaliser par les Canaques des dessins originaux qui sont aujourd'hui des documents précieux. On connaît, d'autre part, l'ouvrage classique de WESTERMAN consacré à des *Autobiographies d'Africains*, suivi il y a quelques années de l'ouvrage collectif réalisé de la même manière sous la direction de Denise PAULME-SCHAEFFNER sur les femmes africaines. Nous n'avons encore rien de cet ordre à Madagascar, mais deux ouvrages sont actuellement en préparation, l'un consacré aux femmes, l'autre consacré aux hommes. Nous espérons les terminer dans quelques années.

Plusieurs méthodes peuvent être employées pour réaliser ces autobiographies. Souvent, les sujets susceptibles de fournir les informations les plus intéressantes sont analphabètes et la présence d'un copiste est alors nécessaire. L'insertion d'un étranger, si elle est utile pour orienter l'entretien et diriger la mémoire de l'intéressé sur des points qu'il aurait pu oublier, risque cependant d'atteindre la sincérité du témoignage ; la gêne ainsi introduite limite la spontanéité et empêche d'aborder certains problèmes pourtant essentiels.

La rédaction d'un aide-mémoire est ici indispensable et ne donne certainement pas lieu aux réserves que nous avons formulées plus haut à propos de l'utilisation du questionnaire pour l'enquête orale. Cet aide-mémoire, rédigé dans la langue du pays, doit être le plus détaillé possible ; mis à la disposition de l'enquêteur, il servira à celui-ci à la fois de fil conducteur permettant d'ordonner les documents, et de garantie lui évitant de passer sous silence quelque point essentiel.

Une autre manière de recueillir les documents autobiographiques est de faire parler le mémorialiste devant un magnétophone ; il faudrait obtenir de l'intéressé qu'il manipule lui-même l'appareil pour éviter la présence d'un étranger. Cette question nous renvoie au problème de l'utilisation de la bande magnétique dans l'enquête.

L'ENREGISTREMENT AU MAGNETOPHONE

Depuis une vingtaine d'années déjà, l'enquête a commencé à utiliser les services de ce sténographe idéal, toujours fidèle et jamais las, qu'est la bande magnétique. On a d'abord eu recours au magnétophone pour recueillir des chants, des discours, et surtout pour enregistrer les divers instruments de musique ; mais progressivement, le magnétophone a débordé le champ de la musicologie pour être le secrétaire de l'enquêteur, l'évolution étant facilitée par les progrès de la technique : appareils de plus en plus légers et au maniement de plus en plus souple. Aujourd'hui, la bande magnétique recueille l'intégralité des sons d'un rituel ou d'une cérémonie, reproduit fidèlement les *kabary* — qu'on

dépouillera ensuite à loisir — et, surtout, peut enregistrer les conversations de la vie quotidienne, les échanges spontanés d'opinions, aussi bien que les « discussions de groupe » provoquées par l'enquêteur.

Ce puissant instrument d'analyse de la réalité villageoise doit cependant être manié avec précaution. Quelque discret qu'il soit, il est susceptible d'introduire un élément de trouble auprès de l'informateur ou auprès des locuteurs dont il enregistre la conversation : en conséquence, cette conversation peut n'être plus « naturelle » ; la spontanéité des participants n'est plus totale. Il conviendra donc d'essayer de familiariser d'abord les informateurs avec l'appareil, de manière à ce que celui-ci arrive « à se faire oublier ». L'idéal serait, certes, de pouvoir disposer du matériel pratiquement invisible qu'utilisent, sinon les agents secrets, du moins certains radio-reporters : microphones miniaturisés dissimulés parmi les vêtements — ou installés secrètement ; mais, outre que ces méthodes suscitent des réserves sur le plan déontologique, elles ne sont pas, pour le moment, à notre disposition. Les réserves morales dont on vient de parler ne constituent pas un obstacle absolu : on peut facilement imaginer, par exemple, que l'enquêteur inséré dans le terrain, accepté par le milieu enquêté, prévienne le *fokonolona*, à l'avance, de son intention de recourir à ces techniques d'enregistrement invisible, en expliquant que, s'il y a recours, c'est précisément pour une meilleure fidélité de l'enquête, pour arriver à ne pas déformer le réel. L'accord de principe obtenu (et, dans la majorité des cas, on ne rencontrera pas de difficultés), l'utilisation des appareils devient possible. C'est donc là une voie nouvelle qui s'ouvre à l'enquête rurale, et qu'on ne doit pas sous-estimer : seule, l'« enquête invisible » est capable de ne pas gauchir la réalité.

Le magnétophone peut être ainsi utilisé pour de multiples usages ; depuis l'enregistrement des discussions de groupe, provoquées ou guidées par l'enquêteur, jusqu'à l'« écoute » de l'existence quotidienne, à travers les conversations à bâtons rompus, les disputes, les plaisanteries, les mille micro-événements de l'existence quotidienne du village, qui finalement expriment sa réalité profonde.

DES DISCUSSIONS DE GROUPE A L'ENREGISTREMENT AU HASARD

La discussion de groupe est une technique déjà classique en psychologie sociale, qui l'a déjà utilisée dans des milieux très divers. Psychodrame et sociodrame se situent d'ailleurs dans la même perspective. Des conversations s'organisent ainsi autour d'un thème, et la personnalité des interlocuteurs s'exprime plus ou moins librement. Le caractère spontané de la discussion est variable suivant la manière dont cette discussion est organisée. L'enquêteur est un maître de jeu dont la présence est utile, mais gênante ; utile, car la direction de la conversation est contrôlée et on évite ainsi que les informateurs ne s'égarent sur des sujets annexes ou sur des questions hors-sujet, ne présentant pas



d'intérêt pour l'étude entreprise ; gênante, car il est évident que le poids physique de cette présence est ressenti par chacun des participants : ceux-ci sont amenés à dissimuler des aspects du problème que, pour une raison ou pour une autre, ils n'osent pas aborder devant l'enquêteur.

Il serait préférable de laisser la discussion de groupe s'organiser librement avec le minimum de contrôle, et si possible hors de la présence de l'enquêteur. L'enregistrement au magnétophone est ici particulièrement intéressant, car l'expérience prouve qu'après quelques minutes d'acclimatation, les participants, gagnés par le jeu de la discussion, en arrivent presque à oublier l'appareil. L'enquêteur aura intérêt à se faire remplacer par l'un des informateurs participant à la discussion, et qui aura pour mission de s'assurer que les conversations ne dévient pas trop.

On passe ainsi insensiblement à l'enregistrement de « tranches de vie », prises sur le vif. C'est là une technique encore très peu utilisée, qui pourtant permet d'obtenir les meilleurs résultats. Le magnétophone n'est d'ailleurs pas absolument indispensable et peut être remplacé par un autre moyen de transcription ; mais en dehors de lui, il n'existe guère que la sténographie. Toutefois, en certains cas particuliers, la mémoire des informateurs est telle qu'il est possible, lorsqu'ils savent écrire (ce qui est évidemment très rare), de leur demander de noter les paroles qu'ils ont entendues ; le cas est arrivé par exemple lorsqu'un instituteur retraité, originaire du pays, ayant participé à un kabary, a été en mesure de le transcrire immédiatement. On sait que la mémoire des sociétés qui vivent en civilisation orale est souvent étonnante. Nous avons personnellement utilisé depuis quelques années une autre méthode qui consiste à faire transcrire par un de nos collaborateurs malgaches les échanges dont il est témoin ou auxquels il participe. Cet enquêteur, intelligent et habile, procède, suivant le cas, soit à une transcription directe en sténographie, approximative (il ne s'agit pas de la sténographie malgache, dont il existe plusieurs systèmes peu utilisés, mais d'une méthode de transcription qui utilise des abréviations mises au point par l'intéressé lui-même), soit à une transcription *a posteriori* faite par lui, une fois que la conversation est terminée, immédiatement après celle-ci.

Nous avons ainsi pu réunir une série de documents authentiques qui reproduisent l'intégralité du réel, du moins dans son « contenu verbal », et qui constituent une matière première absolument irremplaçable. Il faut évidemment que tout soit transcrit, y compris les propos qui apparaissent d'une banalité extrême ; tout fait partie en effet du réel, et il ne faut pas « choisir » dans les matériaux ainsi recueillis. Le magnétophone remplace souvent avantageusement ces transcriptions ; il est évidemment encore beaucoup plus fidèle, mais il n'est pas plus discret.

L'idéal serait d'arriver à pouvoir disposer ainsi d'un certain nombre de points d'écoute de la vie du village. Ce n'est pas simplement les grands moments de l'existence communautaire qui intéressent la socio-

logie rurale : mariages, circoncisions, naissances, inhumations, rituels ; ce sont ces périodes culminantes qui jusqu'ici ont retenu l'attention des observateurs, au détriment des aspects plus modestes, et qui sont peut-être plus représentatifs, de l'existence communautaire. Rien n'est plus intéressant, et rien n'est plus révélateur des vrais problèmes de la communauté villageoise, que l'enregistrement des conversations qui se développent spontanément entre des pileuses de riz, à l'intérieur d'un groupe de femmes qui lavent le linge, entre les vieilles en train de préparer le sakafo, entre deux jeunes filles qui, à tour de rôle, démêlent leurs cheveux, ou cherchent des poux, entre des repiqueuses cheminant parallèlement dans la rizière ; ces divers exemples nous montrent des femmes au travail, et c'est effectivement à ce niveau qu'on saisira le plus souvent les conversations féminines. Dans un village malgache, les femmes sont beaucoup plus occupées que les hommes. De la même manière, il sera capital de pouvoir recueillir les conversations qui s'échangent à l'intérieur d'un groupe d'hommes, par exemple un groupe d'amis qui, le soir, au retour de la rizière, avant ou après le dîner, se reposent auprès des cases et passent en revue les événements de la journée ; aucun élément de la réalité ne doit être négligé. Les conversations d'enfants font partie de cette réalité et elles apportent parfois des documents importants.

Cette méthode d'enregistrement est d'autant plus intéressante qu'à Madagascar, l'événement vécu donne généralement suite à toute une série de compte-rendus parlés. Chacun des avatars de la vie du village et de la région donne ainsi lieu, d'une part, à une description faite par ceux qui en ont été les témoins, et d'autre part, à une série de « gloses » et d'« exégèses » qui sont souvent du plus haut intérêt. C'est par cette transmission orale que le village est relié au reste du monde, bien que depuis une dizaine d'années, à un autre niveau, le transistor ait fait son apparition ; ces descriptions et commentaires des nouvelles n'ont pas seulement pour fonction de raccorder le village à une dimension d'existence plus large ; elles sont l'occasion d'actualiser la solidarité du groupe par l'adoption d'une attitude commune à l'égard de l'événement. D'autre part, quand il s'agit, non plus de nouvelles extérieures (par exemple en provenance du chef-lieu de canton), mais d'avatars de l'existence quotidienne du village ou de la rizière, l'explication de ces descriptions et commentaires est différente, et doit être située dans le système des valeurs malgaches ; tout événement survenu au sein de la communauté peut comporter une signification symbolique, avoir des répercussions inattendues, et, de la sorte, il mérite d'être analysé soigneusement ; chaque événement est donc soumis à une sorte de socio-critique menée d'une part, dans l'éclairage de la symbolique, d'autre part, dans le cadre de la recherche du *tsiny* et du *tody*. On constate ainsi que les communautés villageoises malgaches sont un milieu privilégié pour l'utilisation de cet enregistrement qui est presque fait « au hasard », en ce sens qu'à la différence d'un enregistrement de rituel, on ignore à l'avance quel pourra en être le résultat.

C'est dans cette direction que l'enquête de sociologie rurale devrait s'orienter. C'est en effet à ce niveau que l'on peut saisir les préoccupations du groupe, ses tensions internes, ses relations conflictuelles, ses vrais centres d'intérêt et l'orientation de ses lignes de force ou de ses dynamismes.

Nous avons noté plus haut que cette mise en écoute des humbles réalités quotidiennes du village était plus révélatrice que l'analyse des rituels et des cérémonies collectives. En effet, ces aspects cérémoniels de la vie sociale se développent en principe dans le cadre d'un scénario prédéterminé qui ne laisse qu'une part minime au hasard ; de ces démarches stéréotypées, on ne dégagera le plus souvent qu'un enseignement limité, puisque l'initiative individuelle est sévèrement contenue dans les limites d'un cadre traditionnel. Rien de comparable, ici, au libre commentaire des événements qui se développe dans les conversations.

Il est ici intéressant de rappeler que *l'écoute invisible et l'enregistrement au hasard*, qui commencent à peine à être utilisés par l'enquête, ont de curieux précédents littéraires. C'est en effet très exactement ce que faisait Gustave FLAUBERT quand, avec sa sténographie personnelle, il notait systématiquement les conversations dont il était le témoin, au café, dans le train, dans un lieu public — fussent-elles la banalité même — (et on pourrait même dire que plus les conversations étaient banales, plus elles étaient intéressantes pour FLAUBERT).

L'ethnologue et le sociologue rural ne doivent pas faire autre chose : ce qui les intéresse en réalité, ce n'est pas le document rare, exceptionnel, c'est le matériau banal, représentatif de la norme. Plus précisément, l'enquêteur s'intéressera à tous les aspects de la réalité sociale (car le fait exceptionnel est, bien entendu, lui-même significatif, et fait partie du réel), mais le plus important et le plus négligé jusqu'à présent demeure la collecte de matériaux, jugés trop souvent « insignifiants » (échanges de propos à bâtons rompus à l'intérieur d'une case par exemple, alors que ce sont eux qui permettront souvent d'accéder à la signification) (1).

(1) La leçon de FLAUBERT a été perdue sur le plan littéraire pendant presque un siècle. Ne peut-on pas considérer qu'elle a été reprise dans le cadre de ce qu'on appelle le « nouveau roman », qui rassemble ce que Claude MAURIAC (l'un des représentants de la nouvelle école française) nomme l'« alittérature » ? Les représentants du nouveau roman visent surtout à ne pas faire de romans. Ils entendent se dégager de toutes les anciennes conventions et surtout de toute subjectivité. Leur ambition est d'atteindre à la neutralité d'un objectif photographique, d'accéder à la fidélité totale dans leurs compte-rendus du réel. C'est exactement l'ambition de l'ethnologue et du sociologue. A la limite (limite théorique), il n'y aura plus de distance entre l'enquête du chercheur et le procès-verbal de l'« alittérateur ». Procès-verbal : c'est précisément le titre d'un ouvrage récent, et le constat de l'enquêteur sur le terrain. Il n'y a d'ailleurs qu'un seul terrain, celui de la réalité sociale, qui peut être abordé par différentes approches, celle de la fiction littéraire paraissant jusqu'à maintenant diamétralement opposée à celle de l'observation scientifique. Le nouveau roman, désireux de répudier toute interprétation subjective, coïncide avec l'enquête. En réalité, le nouveau roman est un essai d'ordre *ethnographique*.

L'INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

Les notes qui précèdent n'épuisent évidemment pas le contenu de l'enquête de sociologie rurale. Nous avons souhaité simplement dans cette brève étude attirer l'attention sur certaines techniques peu utilisées jusqu'ici et souligner certaines exigences de la recherche en science humaine, quand il s'agit de l'approche d'une réalité aussi complexe et aussi fuyante qu'une communauté rurale malgache (rappelons-le : d'autant plus complexe et fuyante qu'elle paraît, par la facilité de son accueil, s'ouvrir à l'enquêteur qui risque d'être abusé, et qui se laisse trop souvent enfermer dans la collecte d'éléments superficiels ou secondaires).

Après la collecte des documents, nous rencontrons les problèmes posés par leur interprétation. Il est bien entendu qu'on suppose que les *faits* ont été constitués en *documents* par l'application des méthodes précédemment décrites. On peut observer à cet égard que cette exigence méthodologique fait sortir du champ de l'enquête scientifique toute une série de données qui résultent de « visites » rapides faites nécessairement sans préparation, et menées sans précautions. L'élaboration des documents se fera à trois niveaux successifs, qui sont celui de la description, celui de l'explication statique, et celui de l'interprétation dynamique.

La description est l'inventaire raisonné du *tout social* que l'enquêteur est en mesure de faire après l'enquête, si celle-ci a été bien conduite. Dans la reconstitution de l'appareil social, l'enquêteur rencontre un certain nombre d'écueils. Rappelons par exemple le danger de l'extrapolation abusive des catégories logiques occidentales (catégories romaines des codes juridiques européens, catégories chrétiennes des constructions morales, catégories cartésiennes des théories économiques ou des systèmes philosophiques).

Il ne s'agit pas de dire que les concepts utilisés par chaque culture sont spécifiques — comme on l'a dit quelquefois —, parce que cela reviendrait à affirmer l'incommunicabilité des civilisations ; si véritablement chaque société parlait un langage intraduisible, si elle s'appuyait sur des catégories impossibles à transposer, la recherche sociologique deviendrait impossible, faute de moyens de communication. Il s'agit simplement de soumettre à une épreuve préalable chaque instrument conceptuel avant de l'extrapoler. Le second problème concerne la mise en situation des documents. Dans l'univers social que constitue la communauté rurale, il est impossible d'abstraire artificiellement un élément de la réalité parmi les autres. Cet isolement ne peut être que provisoire, quand les nécessités de l'analyse l'imposent. Cela revient à dire que les phénomènes doivent être appréhendés globalement et situés dans le contexte du « fait social total », si l'on veut ne pas risquer d'en déformer la signification. Ainsi donc, il n'y a pas de « secteurs » juridiques ou économiques qui soient dissociables de la magie, du réseau complexe que tissent les relations de parenté, du système des valeurs. Beaucoup

de phénomènes sociaux doivent, par exemple, être définis par rapport aux relations parentales, pour prendre leur véritable éclairage ; c'est là une vérité d'évidence profondément ressentie par les Malgaches eux-mêmes, et qui est souvent méconnue par les spécialistes des différentes disciplines, qui ont une tendance naturelle, et bien compréhensible, à s'enfermer dans les frontières de ces disciplines.

La description ne serait pas complète si elle ne s'attachait aussi à rendre compte de la vision que la société étudiée se fait de sa propre culture. Il existe toujours, en effet, une auto-interprétation des rites, des mythes et des institutions, qui vise à « expliquer » l'organisation sociale. Cela va des étymologies, niveau très superficiel (1), à des essais de mise en ordre plus profonds, sur le plan des mythes ; il est indispensable de chercher à savoir quel jugement une société donnée porte sur elle-même : cette appréciation sur le système général des valeurs fait partie intégrante de ce système de valeurs. La sociologie rurale est directement concernée par cet aspect de l'enquête, qui conditionne la réceptivité au changement : pour savoir comment faire accepter au groupe la novation technique, encore faut-il connaître ce qu'il pense de soi.

Le second niveau de l'étude concerne l'explication. La description des phénomènes, si fidèle soit-elle, est une étape essentielle, mais n'est qu'un moment de l'étude. L'explication dégagera les *corrélations* qui existent entre les faits et le milieu, l'histoire, les influences extérieures, et aussi, à l'intérieur même des faits, entre ceux qui sont en interrelation. Elle dégagera, au niveau des structures, le modèle profond qui donne la clef de l'agencement des institutions organisées en un ensemble significatif, et appréciera le degré de cohérence du système. L'étude essaiera, en ce sens, de montrer non seulement ce qu'est le groupe, mais — aidée par l'histoire — comment il est devenu ce qu'il est, et, grâce à l'analyse structurale, pourquoi il est ce qu'il est (c'est-à-dire : par l'application de quels principes de base, en définissant les thèmes culturels fondamentaux distingués des variables d'ordre circonstanciel).

Le degré de cohérence interne du système, auquel nous venons de faire allusion, nous amène à parler du dernier niveau de l'étude : l'analyse et l'interprétation des dynamismes. Une culture parfaitement cohérente serait une culture inerte, qui pratiquement ne se rencontre pas dans la réalité. Il existe toujours des facteurs externes ou des déséquilibres intérieurs qui modifient le rapport des forces en présence.

L'une des caractéristiques majeures de notre époque est la précipitation du rythme des changements sociaux ; mais cette précipitation se marque surtout dans les pays du Tiers-Monde : les nouvelles nations,

(1) Les essais d'interprétation par l'étymologie sont très fréquents ; à travers des jeux de mots et des reconstructions gratuites, sans souci du respect des lois de la phonétique et de la sémantique, on tente l'explication. Ces essais ont cependant un intérêt : ils montrent parfois dans quelle direction une société donnée réinterprète ses propres institutions.

frappées par l'impact du modernisme, sont en plein bouleversement. Deux tâches, que nous ne ferons que signaler brièvement, se présentent ici au sociologue. Il faudra d'abord dégager les lignes de force de l'évolution, en précisant les conditions dans lesquelles s'engage l'épreuve qui se joue entre tradition et modernité ; comment le dialogue entre la population et les novateurs se noue-t-il ? ou pourquoi n'arrive-t-il pas à se nouer ? Quels sont les malentendus ou les présupposés qui bloquent la communication, de chaque côté ? Il faudra ensuite interpréter les réactions de la société rurale comme étant autant de réponses — ou de défis — aux sollicitations ou aux agressions de l'extérieur. Ces comportements prennent des formes très variées, qui vont de la création de cultes nouveaux à la mise en œuvre de nouvelles techniques de magie ou de divination, en passant par la transformation des relations de parenté. Il est essentiel de bien comprendre que la société ne demeure jamais inerte devant un traumatisme ou un apport nouveau. La relation de l'homme au groupe s'en trouve atteinte ; cette relation est sans cesse déséquilibrée par les facteurs de novation, et sans cesse en rééquilibrage. Des phénomènes aussi divers que les crises de possession mystique (*tromba*), surtout marquées chez les Sihanaka (1), l'élaboration de mythes, la régulation économique opérée à travers la désignation de *mpanjaka* dans certaines castes antemoro (*fanandratana*), les migrations, le renouveau de la magie, témoignent tous, à leur manière, des déséquilibres des communautés rurales contemporaines, et constituent des essais de réponse. Là encore, il serait impossible de séparer un phénomène donné en l'isolant de son contexte social.

∴

C'est donc une tâche complexe qu'affronte la sociologie rurale, aussi bien au niveau de la collecte des documents qu'au niveau de leur interprétation. Parmi les nombreux compte-rendus d'enquêtes et les recherches qu'ont suscitées les sociétés rurales malgaches (2), beaucoup de chercheurs s'en sont tenus au plan descriptif ; mais, quand les documents sont sûrs, c'est déjà beaucoup de pouvoir disposer d'un inventaire. La pression des faits, l'existence du conflit sans cesse plus préoccupant qui oppose tradition et modernité — engagé aujourd'hui dans une impasse —, les initiatives des planificateurs, imposent cependant d'aller plus loin. On dispose désormais de techniques d'enregistrement de plus en plus fines, qui devraient permettre d'accéder aux vrais problèmes ; à ce stade, un obstacle surgit : les constats objectifs sont

(1) Elles existent dans toute l'île, avec des aspects très disparates. Parmi les groupes limitrophes des Sihanaka, les Bezanozano sont peu touchés et les crises n'ont pas une dimension sociale très nette ; au contraire, les Betsimisaraka semblent avoir repris le *tromba* dans la perspective d'une technique de contestation et lui ont conféré une dimension collective.

(2) Cf. notre communication au 1^{er} Congrès mondial de Sociologie Rurale, Dijon, 1964 : J. POIRIER et J. DEZ. — *Etat actuel des recherches en sociologie rurale à Madagascar*, in *Civilisation Malgache* n° 2, Tananarive (à paraître).

parfois de nature à choquer, lorsqu'ils montrent certaines déficiences des responsables, lorsqu'ils soulignent la gravité et le danger de certaines incompréhensions, le danger de certains postulats. Mais nous sortons alors du domaine de la technologie de l'enquête rurale.

En tout état de cause, l'enquêteur ne peut que rendre compte objectivement de ce qu'il a constaté ; l'expérience prouve d'ailleurs qu'en prenant les précautions nécessaires, d'ordre terminologique ou autre, il est possible de tout dire, ou presque.

L'essentiel est que l'enquêteur sache s'insérer dans le milieu enquêté. La pire des erreurs serait de sous-estimer les difficultés de la recherche sur le terrain, et de ne pas satisfaire aux conditions préalables que nous avons énumérées : faute de cette discipline et de cette méthodologie, il n'y aura pas de *documents* scientifiquement valables ; l'enquête ne sera plus qu'un banal contact, provisoire et superficiel. Le milieu rural malgache exige une approche délicate ; la principale difficulté de l'enquête est son apparente facilité. C'est déjà beaucoup de comprendre que la société rurale ne s'achète ni ne se force, mais se gagne par la patience et la sympathie (1). Il faut pour cela beaucoup de précautions et beaucoup de présence, beaucoup de tact et de temps (2).

(1) Ce ne sont pas là, malheureusement, de simples éventualités ; nous avons vu passer l'an dernier des enquêteurs américains (historiens) qui, travaillant systématiquement et uniquement au magnétophone, avaient comme principe de s'installer pendant deux ou trois jours dans une agglomération et, suivant leurs propres paroles — très choquantes —, « d'acheter le village » : les informations ainsi commercialisées devenaient rapidement d'une abondance suspecte.

(2) Nous n'avons pas voulu, dans ce bref article, citer des exemples d'erreurs commises de bonne foi par des enquêteurs pressés. Mais le dossier commence à être lourd. Est-ce trop demander à ceux qui abordent la société rurale de se conformer aux règles élémentaires de la méthode sociologique ; rien de sérieux ne peut être fait sans durée suffisante, parce que le document ne sera pas constitué en dehors des conditions rappelées plus haut. Il faut *recouper, situer, interpréter*. Il faut aussi dépasser les pré-supposés, les postulats formels, l'attachement excessif à des catégories logiques de la pensée qui ne sont pas forcément universelles. Le danger est que souvent cet attachement se situe au niveau de l'inconscient. Une récente étude consacrée aux sociétés betsimisaraka vient, en utilisant une méthodologie pertinente, de porter des critiques très sévères, mais en grande partie justifiées, à l'encontre des non-sociologues qui se plaisent à faire ce qu'ils croient être de la sociologie. (Cf. G. ALTHABE, *Communautés villageoises de la Côte Orientale*, O.R.S.T.O.M. — Tananarive, 1966).